

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BG Auto - Montesquieu

CAPITEAU
47130 Montesquieu

Références : OD/Ubd24-47/2025/026
Code AIOT : 0003106792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement BG Auto - Montesquieu implanté CAPITEAU 47130 Montesquieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure.
Elle s'est déroulée dans le contexte de l'opération "territoire propre"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BG Auto - Montesquieu
- CAPITEAU 47130 Montesquieu
- Code AIOT : 0003106792
- Régime : Néant

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un garage d'entretien, de réparation de voitures et de vente de voitures d'occasion.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le stockage d'huile noire et filtres en extérieur doit être sur rétention.

Une tâche d'huile noire d'environ 5 m² est remarquée le long d'un muret où est stocker un GRV d'huile. Il est demandé à l'exploitant de purger la terre souillée superficiellement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMeD	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 1	Levée de mise en demeure
2	APMeD	Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure est respectée.

Des véhicules pouvant avoir le statut de VHU sont conservés sur le site en vue de fournir des pièces pour des réparations sur des véhicules à venir du même type.

La surface est néanmoins inférieure aux 100m² classant le site ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, régularisation administrative
Prescription contrôlée : M BELGOUT Aziz (El BG Auto occasion), dont l'adresse administrative déclarée se situe 232 route de l'Océan à Montesquieu (47130) et exploitant au même endroit, une installation de stockage de véhicules hors d'usage, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement soit : <ul style="list-style-type: none">• En déposant un dossier de demande d'enregistrement et une demande d'agrément en préfecture.• En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.
Constats :

Par courrier du 17/01/2022, M Belgout Aziz faisait connaitre à l'inspection opter pour l'arrêt de son activité "casse auto"
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : APMED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, mesures conservatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A titre de mesures conservatoires les activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réception de véhicules hors d'usage, • démontage de pièces de véhicules hors d'usage, • vente de pièces d'occasion issues du démontage de véhicules hors d'usage, • réception de métaux ou déchets de métaux ou d'alliage, • réception de pneumatiques, • réception de déchets dangereux, <p>sont suspendues jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément et/ou de déclaration concernant la ou les activités conservées.</p> <p>Pendant cette période toutes dispositions doivent être prises à l'extérieur des bâtiments pour supprimer toute pénétration de pollution dans les sols (par exemple en couvrant parfaitement les pièces graisseuses, en disposant des bacs de rétention sous les stockages de fluides).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des prescriptions de l'article 2 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure